

REVUE INTERNATIONALE DE PHILOSOPHIE

MIRI



REVUE SEMESTRIELLE / N° 006 / JUIN 2024

ISSN : 1987-1538

E-mail : revuemiri09@gmail.com

Tel. +237 6 99 56 34 79 / +223 94 61 09 74

Bamako - Mali

Indexée par :



ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

zenodo

ASCI
Asian Science Citation Index

PRESENTATION DE LA COLLECTION

La Revue Internationale de Philosophie (Miri) est une collection périodique spécialisée du Centre Africain de Recherche et d'Innovations Scientifiques (CARIS) et de ses partenaires dans le but de renforcer et d'innover la recherche en histoire de la philosophie, philosophie de la logique, philosophie du langage, métaphysique, épistémologie, philosophie des sciences, philosophie morale et politique, esthétique, philosophie du droit, histoire des idées, philosophie de l'environnement, théologie et en ontologie.

Les objectifs généraux de la revue portent sur la valorisation de la recherche Philosophique à travers le partage des résultats d'avancées scientifiques, l'innovation thématique, et la culture de l'esprit critique.

Son objectif spécifique est de redynamiser la production des thématiques pertinentes sur les réalités sociales africaines, les théories de la connaissance, la philosophie du développement, la philosophie des médias, la crise de l'identité de l'Afrique moderne, la philosophie de l'information et la pensée philosophique africaine.

EQUIPE EDITORIALE

Directeur de Publication

Pr Belko OUOLOGUEM (Mali)

Directeur Adjoint

Pr Sékou YALCOUYE (Mali)

• Comité scientifique et de lecture

Pr Mahamadé SAVADOGO (Professeur des universités, Ouagadougou Joseph Ki Zerbo, Burkina-Faso)

Pr Yodé Simplicie DION (Professeur des Universités Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan),

Pr Jean Maurice MONNOYER (Professeur des universités Aix-Marseille I, France)

Pr Mounkaïla Abdo Laouli SERKI (Professeur des Universités Abdou Moumouni de Niamey)

Pr Samba DIAKITÉ (Professeur des Universités Alassane Ouattara de Bouaké)

Pr Isabelle BUTERLIN (Professeur des universités Aix-Marseille I, France)

Pr Yao Edmond KOUASSI (Professeur des Universités Alassane Ouattara de Bouaké)

Pr Akissi GBOCHO (Professeur des universités Félix Houphouët-Boigny, Cote d'Ivoire)

Pr Gbotta TAYORO (Professeur des Universités Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan)

Pr Blé Marcel Silvère KOUAHO (Professeur des Universités Alassane Ouattara de Bouaké)

Pr Abdoulaye Mamadou TOURE (Professeur des universités UGLC SONFONIA, Conakry, Guinée)

Pr Jacques NANEMA (Professeur des universités Ouagadougou Joseph Ki Zerbo, Burkina-Faso)

Pr Nacouma Augustin BOMBA (Maitre de conférences, Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Ibrahim CAMARA (Maitre de conférences, ENSup, Mali)

Dr Souleymane KEITA (Maitre de Conférences, Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

- **Comité éditorial**

Pr Sigame Boubacar MAIGA (Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

Dr Siaka KONÉ (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Ibrahim Amara DIALLO (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Oumar KONÉ (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Amadou BAMBA (Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Mali)

Dr Eliane KY (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Samba SIDIBE (Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

M. Souleymane COULIBALY (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

- **Rédacteur en chef**

Dr Mahmoud ABDOU

- **Rédacteur en chef adjoint**

Dr Oumar MARIKO

- **Coordinatrice**

Dr Palaï-Baïpame Gertrude

- **Coordinateur adjoint**

M. Fousseyni BAGAYOKO

POLITIQUE EDITORIALE

La revue internationale de Philosophie (MIRI) est une revue qui paraît deux (2) fois l'année et publie des textes qui contribuent au progrès de la connaissance dans tous les domaines de la philosophie et des sciences humaines. Revue MIRI publie des articles de qualité, originaux, de haute portée scientifique et des études critiques.

« Pour qu'un article soit recevable comme publication scientifique, il faut qu'il soit un article de fond, original et comportant : une problématique, une méthodologie, un développement cohérent, des références bibliographiques. »

(Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur CAMES)

- ✓ La bibliographie doit être présentée dans l'ordre alphabétique des noms des auteurs.
- ✓ Classer les ouvrages d'un même auteur par année de parution et selon leur importance si des ouvrages de l'auteur sont parus la même année.
- ✓ Tous les manuscrits soumis à la revue MIRI sont évalués par au moins trois chercheurs, experts dans leurs domaines respectifs.
- ✓ Suite à l'acceptation de son texte, l'auteur-e s'acquitte des frais d'instruction et de publication avant poursuite du reste de la procédure.
- ✓ Un texte ne sera pas publié si, malgré les qualités de fond, il implique un manque de rigueur sémantique et syntaxique.
- ✓ Chaque auteur reçoit son Tiré à part dès la publication du numéro.
- ✓ Les droits de traduction, de publication, de diffusion et de reproduction des textes publiés sont exclusivement réservés à la revue MIRI.
- ✓ Après le processus d'examen, l'éditeur académique prend une décision finale et peut demander une nouvelle évaluation des articles s'il a des présomptions sur la qualité de l'article.

SOMMAIRE

MAIGA Sigame Boubacar, M. Fousseyni KOITA

La colonisation de l'art africain à travers le discours et le regard occidental.....1

Seydou SOUMANA

Fonctions de la philosophie de l'éducation.....12

MAIGA Sigame Boubacar, M. Fousseyni KOITA

Symboliques de l'Art Mandingue.....34

Crépin Zanan Kouassi DIBI

La liberté : une exigence poppérienne de l'objectivité et du progrès scientifique.....47

Germain-Djéry NDONG ESSONO

Dissimulation et violence humiliante en politique au Gabon : De la déliquescence du parti démocratique gabonais à l'essor du pays vers la félicité.....64

Ibrahim Amara DIALLO

La dialectique comme moteur de la cohésion sociale chez Hegel.....83

ANGHU Gnanda Béatrice

L'image de la femme noire dans un système deshumanisant : une étude de *Bloodline, Of Love and Dust* et *The Autobiography of Miss Jane Pittman* d'Ernest James Gaines.....97

Dalougou Jean DJAZE

Exigence démocratique et extrémisme religieux en Afrique : pour une lecture tocquevillienne.....113

DISSIMULATION ET VIOLENCE HUMILIANTE EN POLITIQUE AU GABON : DE LA DÉLIQUESSENCE DU PARTI DEMOCRATIQUE GABONAIS À L'ESSOR DU PAYS VERS LA FÉLICITÉ

Germain-Djéry NDONG ESSONO

*École Normale Supérieure (ENS) de Libreville/Gabon, Maître-assistant (CAMES) en
Philosophie pratique, éthique, technique et société.
E-mail : ndongess@yahoo.fr*

Résumé

Derrière les discours politiques, vraisemblablement édifiants du Parti Démocratique Gabonais (PDG), ces cinq dernières années particulièrement, le peuple gabonais a bien souffert de la fausse candeur, voire de la rouerie de tous ceux qui se donnaient le privilège de les prononcer. La dissimulation du vrai y paraissait à chaque fois, si flagrante que l'opprobre des fomentateurs avait pratiquement réussi à formater la pensée commune. Le manque d'intégrité et l'absence de dignité civiques s'y traduisaient désormais, contre les bonnes mœurs, comme un pan de la culture locale à mieux valoriser. Cependant, depuis le 30 août 2023, une ère d'opportunité s'est donnée pour restaurer les Institutions du Gabon et propulser véritablement la population de ce pays vers la félicité. Une félicité dépendante de la force des valeurs éthiques dont les engagements patriotiques de chaque individu, devraient manifester l'expression. Avec le style philosophique d'analyse rationnellement critique, le présent article aborde la violence humiliante de la dissimulation comme un vice dans le pouvoir incarné par le PDG, mais qu'il faudrait désormais rayer. Le zététisme, avec son amplitude méthodique de discernement, y est alors proposé, en vue de défaire les démarches occultes les mieux entretenues et les clichés éculés, et aussi de faciliter le regain de la culture des vertus.

Mots clés : Dissimulation, humiliation, Gabon, politique, vertus

Abstract

Behind the political speeches, probably edifying of the Gabonese Democratic Party (PDG), over the last five years in particular, the Gabonese people have suffered from the false candor, even the trickery of all those who gave themselves the privilege of uttering them. The concealment of the truth appeared each time, so blatant that the opprobrium of the fomenters had practically succeeded in formatting common thought. The lack of integrity and the absence of civic dignity

were now reflected, against good morals, as a part of local culture to be better valued. However, since August 30, 2023, an era of opportunity has arisen to restore the Institutions of Gabon and truly propel the population of this country towards happiness. A happiness dependent on the strength of ethical values which the patriotic commitments of each individual should express. With the philosophical style of rationally critical analysis, this article addresses the humiliating violence of dissimulation as a vice in the power embodied by PDG, but which should now be erased. Zététism, with its methodical breadth of discernment, is then proposed, with a view to undoing the best maintained occult approaches and hackneyed clichés, and also to facilitate the revival of the culture of virtues.

Keywords: Cover-up, humiliation, Gabon, politics, virtues

INTRODUCTION

Insensibles à la moindre authenticité des faits, dédaigneux au sujet des normes convenables et des lois établies ou encore impavides face aux implorations d'une justice éthiquement droite, les membres du Parti Démocratique Gabonais (PDG)¹, incarnant de manière autoritaire, divers pouvoirs de gestion de la vie économicopolitique et sociale au Gabon, ont poussé la vulgarité de leur arrogance à un degré paroxysmique ces cinq dernières années, avant d'entamer la phase de leur décrépitude au soir du 30 août 2023 à Libreville. Cette date restera à jamais inscrite dans l'histoire de ce pays, comme celle de la chute d'un régime politique dont la dissimulation était un mode de communication bien consigné dans les arcanes de sa gouvernance. Mais la délicate opération de libération, savamment menée par les forces de défense et de sécurité de la République gabonaise, regroupés au sein du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CRTI), en a déjoué toutes les stratégies. Un sursaut de dignité patriotique a fini par faire exécuter la condescendante motivation de duperie de ceux pour qui, ce mode de communication était prisé. L'attachement des membres du PDG à la dissimulation, n'avait rien avoir avec l'attitude éthique de réserve, de calcul volontaire et intentionnel des hommes et des femmes de pouvoir, durant l'exercice de leurs hautes fonctions.

Le constat à faire volontiers est que, le statut de « patriote délinquant » se prêtait à confusion avec celui de certaines « personnalités gouvernementales », alors que ces dernières jouissaient encore d'une ferme autorité consacrée par le PDG. C'est alors pour nous ici le lieu d'attester que l'excès de pouvoir, n'a fait que noyer les autorités politique de ce parti politique. Ces dernières parvenaient à tout dissimuler, non pas uniquement les « secrets d'Etat », mais systématiquement les choses et les faits censés être connus de tous. Ils se sont alors empêtrés dans l'exercice d'une forme de violence humiliante, détruisant insidieusement les liens de fraternité et fragilisant l'esprit de concorde sur la base duquel, l'univers politico-social gabonais

¹ Le PDG (Parti Démocratique Gabonais) est d'abord connu sous le nom de Bloc Démocratique Gabonais (BDG) avec Léon MBA, premier président du Gabon dès le 17 août 1960, puis renommé ainsi le 12 mars 1968 par Albert Bernard Bongo, dont l'accession à la présidence avait eu lieu un an plus tôt. Avec ce dernier, le PDG deviendra l'unique parti politique du Gabon, pendant plus de deux décennies, avec une domination autoritaire sur l'ensemble du territoire. L'essor et l'hégémonie monopartites du PDG ont été si viscéraux que l'avènement du multipartisme survenu pourtant au Gabon en 1991, ne changera pas grand-chose sur l'échiquier politique gabonais. La mainmise du PDG sur l'Appareil Étatique et son influence sur la vie économique et sociale du Gabon devenaient chaque jour un peu plus imparables. Toute une horde de partis politiques s'est construite autour du PDG pour former une majorité présidentielle du Gabon, très peu confortable en termes de légitimité. Après le père fondateur, Omar Bongo Ondimba, décédé le 08 juin 2009, le fils Ali Bongo Ondimba, ministre de la Défense à cette époque, est devenu le nouveau patron du PDG et président de la République gabonaise, à l'issue de deux élections présidentielles virulemment contestées en 2009 et 2016. Alors que l'appareil étatique du Gabon souffrait visiblement de plusieurs dysfonctionnements, le président Ali Bongo Ondimba, victime d'un accident vasculaire cérébral (AVC) à Riyad (Arabie Saoudite) le 24 octobre 2018, est renversé le 30 août 2023 lors d'un coup d'État orchestré par les Forces de défense et de sécurité nationales gabonaises. Cette date marquant la fin d'un règne de 56 ans entre Père et fils, annonce certainement aussi l'ère de la déliquescence du pouvoir excessif du PDG.

devait se construire et se consolider. Nous comptons ainsi faire entendre davantage, que le pouvoir finit toujours par transcender les simples ressources matérielles qui le constituent. Les mécanismes qui font subir les exactions d'un pouvoir à quelques personnes, au profit des autres qui partagent pourtant le même environnement économique et social, finissent généralement par se dégrader. L'ambivalence du pouvoir reste telle que celui-ci n'a de forces susceptibles de garantir sa pérennité, que la mouvance des ressources matérielles dont la disposition ne peut être que temporaire.

Ainsi avisés, les conquérants du CTRI sont impérativement invités à se démarquer de l'ancien régime. Au regard du vécu antérieur de la population gabonaise, la compensation de leurs agissements et l'originalité de leurs démarches, doivent sensiblement convaincre d'une gouvernance plus radieuse. L'intégrité comportementale et l'intelligibilité agissante, devront en compter pour facteur primordiaux, afin de mieux se situer aux antipodes des expériences violentes qui ont tant humilié physiquement et psychologiquement les Gabonais. Autrement dit, la meilleure revanche des Gabonais consiste dans leur capacité à mobiliser les compétences conceptuelles et techniques, à la mesure des défis que leur impose la nouvelle ère qui vient de s'ouvrir opportunément à eux. Les relations intra et interpersonnelles constituant le socle de développement véritable desdites compétences, il convient dans l'immédiat d'œuvrer pour la restauration de la dignité galvaudée et pour la réappropriation sans complaisance de la notion de biens et intérêts communs.

En empruntant ici la procédure d'investigation philosophique, les interrogations autant que les inquiétudes nous donnent la possibilité de réfléchir à une autre façon d'être et d'agir au sein de notre pays, le Gabon. Aussi estimons-nous que le CTRI a véritablement intérêt, dans son ambitieux projet de bâtir un Gabon nouveau, à chercher l'adhésion de l'ensemble des composantes de la Nation. Leur réussite viendra de l'efficacité d'une dynamique constructive et épanouissante. Il faut pour cela que soient raviver l'instruction des jeunes et la sensibilisation du grand nombre au sujet des vertus humaines. Car, c'est grâce au contenu moral de celles-ci que le dévouement parvient à faire sens dans ce que l'on peut entendre par patriotisme. À cet égard, notre développement va commencer par décrire et récuser la dissimulation et ses effets de violences humiliantes, telles que le pouvoir du PDG en a infligées au peuple gabonais. Puis, il se poursuivra par l'examen de la pratique du zététisme philosophique. L'apport éthique du zététisme, considéré comme une démarche méthodique de discernement rationnel qui capitalise en dignité et en lucidité, est essentiel pour chaque gabonais dans la lutte à mener davantage

contre toute forme de dépossession de soi et contre la servitude qui appauvrit intérieurement et soustrait les capacités de mentalisation.

1. Dissimulation et violence humiliante comme outils de pouvoir du PDG

Dans l'exercice du pouvoir, la transparence n'est généralement pas connue comme un principe d'évidence. Mais la particularité du pouvoir occulté dans le cadre du PDG était son impertinence, ce qui reste une expérience difficilement oubliable par plusieurs générations de Gabonais. Dans un contexte historique, social et culturel marqué par l'inexistence d'un quelconque dispositif répressif effrayant, ou même d'un collectif d'arbitrage rigide intériorisé, face aux hommes de pouvoir et à leurs actions politiques, le PDG n'a pourtant pas manqué de recourir à chaque fois la ruse. Pour déployer ses aspirations, la dissimulation et ses effets de violence humiliante ont été l'une de ses meilleures stratégies. Commandé essentiellement par Omar Bongo Ondimba et sa descendance, depuis 1968 jusqu'au 30 août 2023, le PDG s'est constitué en un espace de pouvoir politique, brillant dans l'élaboration des instruments étatiques de protection et de confort, particulièrement gratifiant pour ses Adhérents. Ces derniers bénéficiant des prérogatives du parjure, du mensonge et de l'hypocrisie, ce sont investis à n'être plutôt cauteles que prudents. Dans le premier cas, le précautionneux sert les intérêts particuliers, ce qui décrit l'attitude attribuée au tyran, alors que dans le second cas, la prudence s'exprime tout à fait comme la vertu principale d'une autorité soucieuse de servir le bien commun de la Nation.

Au-delà de la forme de liberté que l'incarnation des pouvoirs institutionnels fait gagner aux individus, les membres du PDG semblent avoir délibérément confondu secret et dissimulation. Lorsque le secret n'est pas instrumentalisé, par rapport aux objectifs du pouvoir ou aux moyens qu'il faut mettre en œuvre pour les atteindre, il peut en constituer une garantie d'efficacité. Dans ce cas, il s'agit de l'apparence de tout gouvernant dont la fonction octroie certaines prérogatives. On admet dès lors qu'un gouvernant peut être recommandé à faire usage autant de la force que la ruse comme le lion ou le renard. En revanche, dans le cadre de la dissimulation, le mensonge intentionnel, motivé par le calcul des intérêts clairement déterminés, heurte sensiblement l'aspect politico-moral. La dissimulation pratiquée au sein du PDG n'a pas fait que masquer les intentions délictueuses des personnes qui en étaient responsables, cette pratique artificieuse avait déjà semé le doute dans les esprits des populations par rapport à leur possible rayonnement collectif. Même ceux qui savaient encore s'accrocher et briller de leur potentialité propre, étaient sommés de rester dans l'ombre. Le sentiment de dépossession de la moindre forme d'autonomie que ce vécu accablant a engendré, et qui semble causer de

l'affliction aujourd'hui aux instigateurs autant qu'aux apathiques, est examiné dans ce premier point comme violence humiliante de la dissimulation au PDG. L'éclairage à y projeter, en partant du ressenti par statut incarné, doit pouvoir aider chacun à combattre désormais ce qui a force et caractère d'avilissement en soi et envers les autres.

1.1. Les instigateurs : logique de la déraison et arrogance de l'irrespect

Le PDG est resté très actif pendant plus cinq décennies à multiplier les stratégies de conservation du pouvoir, alors qu'il lui fallait plutôt instituer les convenances d'exercice de celui-ci. En effet, dans une nation dite républicaine comme le Gabon, il est déraisonnable d'aspirer à une quelconque émergence, sans adhérer aux principes de justice sociale, de respect des Institutions en vigueur et de transparence gouvernementale propre à un état de droit. Lesdits principes, entre autres, supposent l'application des lois et règles ayant fait l'objet d'un consentement citoyen et rendent possible la coexistence des libertés singulières. L'art de gouverner, pour le rappeler, se rapporte alors à la disposition gouvernementale d'aménager les conditions qui permettent aux populations de s'activer permanemment pour leur propre épanouissement. Cela consiste bien à un ensemble d'actes que les uns posent en éprouvant les autres, dans le cadre d'une régulation institutionnelle légitime. De ce point de vue, les qualités physiques et mentales des personnes qui incarnent une certaine autorité, doivent particulièrement correspondre à celles d'un bon pasteur de troupeau, celui qui préserve ses brebis des loups et veille à leur bien-être. Les relations de pouvoir ne doivent en aucun cas souscrire à l'exclusivité, dans le recours à la violence comme dans une démarche d'acquisition des consentements. Ces attitudes usuelles sont bien admises dans leurs usages modérément légitimes comme instruments indispensables à l'expression de pouvoir.

Mais, avec les membres du PDG, le pouvoir étatique semble avoir été davantage utilisé comme moyen exutoire, dans les exclusions et la marginalisation des concitoyens qu'ils percevaient comme antagonistes. Dans une telle atmosphère, l'argument de paix civile et sociale – sous-entendant que le Gabon n'a jamais enregistré un conflit armé sur son territoire – , souvent brandi comme preuve de bonne gouvernance depuis Omar Bongo Ondimba, n'a jamais suffi à contenter le peuple gabonais, encore moins à le rassurer dans ses vaines attentes. Le mépris et tant d'autres actes de violences humiliantes orchestrés par le PDG, n'ont fait qu'appauvrir intérieurement les citoyens en pervertissant leur sensibilité patriotique et en réduisant la confiance qu'ils pouvaient développer en eux-mêmes. Aucune initiative d'entrepreneuriat n'aurait été, sous le pouvoir PDG, sans confrontation avec la complexité et l'opacité d'un système mis en place pour faire perdre subtilement en soi, le sens des valeurs

communautaires. La dissimulation comme mode de communication privilégié par ce parti politique, n'a su faire qu'explicitement l'imposture de ses propres adhérents par rapport aux choix et décisions politiques que ces derniers opéraient. Le peuple gabonais en a remâché et ruminé de l'abaissement, avant de bien comprendre depuis l'intervention salvatrice du CTRI, que la vive expression du ressentiment qui l'avait souvent irrité, reposait sur des machinations de ce parti politique hostile à la transparence.

Les hautes autorités du PDG paraissent elles-mêmes comme les premiers instigateurs de la politique de dissimulation au Gabon. Plusieurs témoignages, verbaux notamment, connus de plusieurs générations de Gabonais, évoquent par exemple la dissimulation de l'origine biologique de l'ancien Président de la République Ali Bongo Ondimba ; des assassinats d'hommes politiques non élucidés malgré le temps écoulé ; l'existence des comptes bancaires hors de portée de la Cours des Comptes, mais alimentés par les ressources de l'État ; la pratique des crimes dits « rituels » toujours entretenue, sans une réelle mesure publique de répression des coupables. On peut aussi évoquer les cas des travaux publics financés, mais sans explication franche de leur manque d'effectivité ; des détournements de capitaux de l'État et autres actes d'incivilité pourtant graves de conséquences, mais atténués à chaque fois par un silence gouvernemental raisonnablement absurde. Cette réalité était toujours bien plus accablante du côté des citoyens victimes car, leurs cris de détresse ne faisaient généralement qu'inciter un peu plus le mépris et l'arrogance de ceux qui incarnaient, à différent degré, le pouvoir du PDG.

Nous ne pensons pas qu'il soit alors exagéré de dire que les véritables adeptes du PDG, ont tous été plus ou moins agents persécuteurs. Chacun d'eux a utilisé, à son niveau, une ou des victimes pour y déverser sa dose de violence humiliante. Ils se sont comportés comme tenus par une mémoire intestinale haineuse, comme envahis par un passé qui crie vengeance ou simplement comme animés par un besoin infantile de sécurité à tout prix. De plus, de telles attitudes comportementales se sont transmises dans l'ordre hiérarchique, comme un héritage culturel à perpétuer. En effet, la dissimulation a été pour les membres du PDG incarnant le pouvoir étatique, une attitude de médiocrité, un embarras pour leurs desseins. Car, on dissimule quand on manque de discernement, on fait ce qu'on peut au mieux. Lorsque la réputation de droiture et de sincérité nous importe peu, on emprunte, pour s'y enfermer avec arrogance et irrespect, la logique de la déraison qui consiste à se déguiser :

« La dissimulation suppose des ruses et des artifices, des « déguisements », pas toujours intentionnels ou filtrés par la conscience (...). La dissimulation impliquerait beaucoup plus que le mensonge qui suppose une promesse de vérité (...), un trait de séduction difficile à traduire de façon logique. » (J. Seixas, 2006, p. 87).

La condescendante et méprisante attitude de dissimulation inspirée par les membres du PDG, dans leur gestion de pouvoir public au Gabon, a eu pour effets néfastes, le déshonneur et l'humiliation du peuple gabonais dans son ensemble. Pour ceux qui en ont été instigateurs, ce fut une marque de doute en eux-mêmes et de haine injustifiée à l'endroit de leurs concitoyens : « *L'homme transforme son pouvoir de douter en un manque de conviction. Ne pas s'enchaîner à une vérité devient pour lui ne pas engager sa personne dans la création des valeurs spirituelles.* » (E. Lévinas, 1934, pp. 20-21). Les dissimulateurs du PDG se sont laissé ronger par la méfiance et la malveillance, et ce sont éloignés du peuple qui confère pourtant toute légitimité. Maintenant que l'heure vient de sonner avec le CTRI pour la construction d'une nouvelle ère au Gabon, que le moindre penchant à l'avilissement soit désormais dénoncé et combattu sans ambiguïté dans tout exercice du pouvoir d'Etat. Il revient à chaque citoyen d'œuvrer, pour que la franchise et la sincérité qui écœurent tout mythomane, reflètent nos pratiques comportementales au quotidien : l'amorce du regain collectif de la dignité perdue en dépend.

1.2. Les apathiques : dignité blessée et résignation

Un peuple à l'endroit duquel une certaine forme d'oppression se rallonge considérablement dans le temps, avec une intensité progressive, a tendance à finir par s'en accommoder. C'est ainsi qu'un grand nombre de gabonais paraissait de moins en moins sensibles aux conditions d'humiliation que le pouvoir autoritaire du PDG lui infligeait. L'histoire politique et sociale du Gabon regorge de faits évoquant le vécu de nombreux citoyens qui, ayant pourtant droit à la déférence, ont plutôt subi des humiliations, à partir du moment où ils paraissent comme personnes gênantes par un ou plusieurs membres importants de ce parti politique. Alors, en subissant diverses humiliations de la part de leurs concitoyens du PDG, sachant que ces derniers jouissaient des pouvoirs politiques et économiques qu'ils s'étaient accaparés indûment, les Gabonais réfractaires aux manigances, étaient devenus majoritairement apathiques. Les Gabonais de cette catégorie étaient désormais persuadés que leur reconnaissance en dignité n'émanera d'aucune lutte, ou plutôt que s'ils devaient en bénéficier, elle se rapportera toujours à leur statut d'assujetti. Amoindris en capacité par la précarité des conditions de vie, les Gabonais victimes des humiliations du pouvoir autoritaire du PDG, ont été affectés dans leur dignité :

« Humilier un individu consiste à le mettre dans une position où il est impossible de répondre à la violence sans risquer le pire, où il ne peut donc que se soumettre sans mot dire, se situer à « l'ombre du nom » (...) de la personne humiliante, être contraint

de s'identifier à l'agresseur (A. Freud) ou à l'oppresseur (N. Elias), de battre sa coulpe, de se sentir coupable et d'éprouver de la honte (alors qu'il n'a rien fait de mal ou au contraire qu'il ait fait quelque chose de bien mais qui ne rentre pas dans les normes de celui qui commande), de mentir ou de dissimuler pour se protéger. » (E. Enriquez, 2006 :37)

Cependant, bien que l'humiliation soit ici dénoncée, son effet d'appauvrissement intérieur s'accompagne de la mise en cause de l'intégrité physique et morale, autant des personnes qui humilient que celles qui sont humiliées. Ceux qui ont humiliés et dont le précédent point d'analyse a été consacré, sont voués à la repentance, parce qu'en se regardant en face aujourd'hui, ils appréhendent différemment les actes d'arrogance et d'irrespect dont ils ont été vigoureusement acteurs. Les humiliés, pour leur part, sont appelés à ne pas méconnaître que l'appauvrissement intérieur reste aussi bien une cause d'affliction qu'un mobile de libération des forces mentale et physique qui assignent à renverser les tendances : « *rien n'est plus imminent que l'impossible, et que ce qu'il faut toujours prévoir, c'est l'imprévu.* » (V. Hugo, 2017 : 985). Le sens profond de ce propos nous aide à interpeller sur le fait que le découragement et l'abandon à la passivité sont à écarter en matière de lutte ou de revendication des droits. Car, les combats dont le facteur temps a contribué à rendre rude, restent eux-mêmes soumis au caractère fugace de ce même temps. La déliquescence soudaine que connaît le système couramment désigné « Bongo-PDG », depuis le 30 Aout 2023 au Gabon, avec une série de démission spectaculaire de certaines de ses hauts représentants, rongés plus que jamais par les remords, attestent de ce que ces derniers ont eu tort de ne pas prévoir l'imprévu qui est propre au temps. L'indéfectible machine PDG, l'inamovible système « Bongo-PDG » n'avait pas songé à subir un tel ébranlement.

À l'endroit des Gabonais que nous qualifions d'apathiques dans le présent contexte, nous trouverons dommage et contre-productif qu'ils continuent volontiers à nourrir un désintéressement pour les activités politiques et syndicales. La dépolitisation d'une partie de plus en plus importante de la population gabonaise, avec des participations très médiocre aux scrutins nationaux, n'a pu engendrer que le repli des citoyens à leurs individualités au mépris de la conscience collective. Le désengagement civique est à éviter de plus en plus puisqu'il détériore ce qui fait l'opinion publique, c'est-à-dire ce qui est susceptible de rassembler les citoyens autour de la défense ou de la promotion des valeurs communes.

Par-delà les probables attentes collectives, l'avènement du coup de libération opéré par le CTRI doit avant tout résonner dans chaque conscience, comme un moment de questionnement sur l'impact social des actes individuels, en vue d'un retour nécessaire aux

valeurs fondamentales. Refuser désormais les humiliations venant d'un quelconque pouvoir politique au Gabon, c'est sortir de la passivité en reconnaissant que l'autorité dont bénéficie tout pouvoir politique pour humilier un peuple vient de ce peuple même. C'est en obéissant volontairement, en recevant pacifiquement les violences humiliantes d'un quelconque pouvoir, que nous conférons nous-mêmes une certaine légitimité aux supplices qui peuvent en découler. L'absence de révolte rend quelque peu complice, puisqu'elle traduit un consentement qui permet à la domination de faire l'économie de la violence et au commandement d'être incontesté. Nous convenons dès lors que face au pouvoir politique, l'« obéissance volontaire » des Gabonais a besoin d'un antidote de la subordination, que le consentement de ces derniers réclame un outillage éthique de discernement par rapport à ce qui constitue et valorise réellement l'humain.

2. De l'essor vers la félicité dans les perspectives éthiques du zététisme philosophique

Depuis le 30 août 2023, toute manœuvre ou action d'intérêt social que réalise le CTRI, paraît plus qu'un geste de bienfaisance pour la population gabonaise. Cette dernière vit un véritable moment de dénouement de plusieurs situations accablantes qu'elle rêvait sans conviction, en l'inscrivant dans une période qui lui était difficile de déterminer. La déchéance, finalement, du pouvoir autoritaire du PDG sonne comme un véritable soulagement qui donne le sens réel à cette exclamation : « c'est enfin notre essor vers la félicité ». Pour que cette clameur émane et s'accompagne durablement d'une sérénité vénérable, nous estimons qu'elle doit s'alimenter de la méthode zététique et se développer dans le cadre des vertus éthiques.

Dans les précédents points d'analyse, nous avons relevé, d'une part, que le bonheur des Gabonais aurait été proportionné si le système « Bongo-DPG » ne s'était pas surnoisement accaparé un ensemble de droits. D'une part, que le pouvoir autoritaire dudit système n'aurait pu s'enraciner et parvenir à humilier, si la majorité de la population gabonaise n'avait donné à la passivité, pour ne pas dire à la poltronnerie, tout un ensemble de prétextes pour s'en accommoder. Il s'agit maintenant d'explorer quelques aspects théoriques et pratiques susceptibles d'orienter nos attitudes comportementales.

2.1. La souveraineté monétaire et politique à la lumière des vertus éthiques

L'essor du Gabon vers la félicité passe par la lutte contre les fourberies de tout pouvoir qui s'arroge intentionnellement les moyens d'assujettissement, avec un penchant de violences

intimidantes et humiliantes. Il nous semble claire qu'une parallèle peut facilement s'établir entre une telle lutte et celle à mener désormais, pour tout citoyen en général et pour ceux qui incarnent le pouvoir public en particulier, contre une mauvaise gestion de l'argent.

L'argent, objet de tous les fantasmes dans l'histoire des peuples à travers le monde, semble bien évidemment, depuis le 30 août 2023, ce à quoi pensent les Gabonais qui n'ont bénéficié du PDG et ce que chacun d'eux désire le plus. En réalité, ces Gabonais espèrent vivre désormais l'ère d'une gestion transparente, parcimonieuse et équitable de l'argent et toute autre ressource de l'État. Ils désirent se libérer des hiérarchies instaurées et instituées par le PDG, fondées sur des liens de servitudes qui portent atteinte à la dignité des uns au profit des autres.

L'argent a toujours été le symbole de l'autorité politique et la représentation de la puissance des États et des personnes qui en disposent à un moment donné, et c'est à ce titre qu'il représente bien plus qu'une simple monnaie. La dissociation entre l'autorité monétaire et l'autorité politique ou gouvernementale est un phénomène récent, davantage observable dans d'autres pays que dans le nôtre :

« le système Européen des Banques Centrales, mis en place autour des années 2000, en a généralisé le principe, sur le modèle de l'indépendance de la Banque Fédérale allemande instaurée après la Seconde Guerre mondiale, suite à l'expérience traumatisante de l'hyperinflation de 1923. Mais au cours de l'histoire, la souveraineté monétaire a très tôt été perçue comme un élément constitutif de la souveraineté politique. » (P. Lang, 2009 :39).

Dans nos représentations individuelles ou collectives, l'argent mêle ensemble le réel et l'imaginaire, les affaires de Banques comme celles de notre pouvoir singulier de libération de certains liens existentiels qui, dans les sociétés dites modernes, nous tiennent de plus en plus prisonniers. Mais cette libération individuelle des liens communautaires par l'argent, est aussi l'affaiblissement desdits liens, favorisant ainsi l'une des formes d'aliénation qui est ici décrite et dépréciée. En effet, la souveraineté monétaire et politique reste la principale arme qui a permis au PDG de consolider son pouvoir autoritaire, et de parvenir ainsi à violenter et à humilier le peuple gabonais. Nous proposons que l'usage de cette arme incontournable, trouve davantage et désormais, en toute circonstance, le sens qu'il requiert dans les vertus éthiques. Ces dernières octroient le pouvoir de prendre, sans faiblir, une décision qui se conforme à la raison éclairée, une décision ferme qui nous tient droit et nous redresse moralement pour la hauteur de notre personnalité. La tradition morale a toujours vu dans l'argent, un mal et la source de nombreux maux. Aussi convient-il raisonnablement de ne pas le convoiter ni pour son utilité,

ni pour le plaisir qu'il peut nous permettre d'atteindre, sans se représenter la valeur de l'effort et le sens du travail dont il reste avant tout le symbole.

Quelques analyses philosophiques nous aident en ce sens à veiller sur notre propre perception de l'argent, sachant que celui-ci a une incidence morale directe. L'argent parvient à unir les hommes, autant qu'à les séparer regrettablement. Une répartition grossièrement inégale de sa possession ne peut qu'engendrer un État où chacun est soit oppresseur, soit opprimé. Alors que dans son usage rudimentaire, l'argent reste après tout un produit financier, un moyen d'échange ou encore un outil de langage, au même titre que les idées ou de toute autre représentation symbolique à laquelle nous conférons de la valeur. Sans cette valeur accordée, l'argent n'a point de contenu en lui-même. Les Amérindiens de la tribu des Cris mettaient ainsi en garde les Pionniers blancs du XIX siècle : « *Quand le dernier arbre sera abattu, quand la dernière rivière sera empoisonnée, quand le dernier poisson sera pêché, alors seulement vous vous rendrez compte qu'on ne peut pas manger l'argent* » (P. Lang, 2009 :62). L'argent ne constitue donc pas une fin en soi, bien qu'il soit un moyen indéniable d'accroissement des libertés individuelles et de transformation des relations interpersonnelles, notamment au sein de nos sociétés contemporaines où la dépendance porte sensiblement atteinte à la dignité des individus, parce qu'elle pointe la précarité organisationnelle de leur vie.

En relevant le grand intérêt de l'analyse moderne du philosophe allemand Georg Simmel, Roger-Pol Droit renchérit en soulignant qu'une des bonnes manières de ne pas succomber au pouvoir énorme que donne l'argent, c'est de toujours prendre le temps nécessaire pour planifier sa gestion, une façon de résister aux désirs pervers que l'argent a bien tendance à susciter :

« Au commencement de l'argent se trouve, selon Simmel, une forme de sacrifice (...) il faut que chacun renonce à la jouissance immédiate de l'objet, et même à la dépense immédiate de l'argent (...) La dimension temporelle s'introduit donc dans l'argent par le fait même de différer sa jouissance. Sa valeur se constitue ainsi à partir d'une distanciation. Ce qui mesure cette valeur, c'est précisément la distance que l'individu peut prendre par rapport à sa jouissance immédiate, à sa consommation directe, et c'est la mise en commun de ces multiples distanciations qui constitue la valeur socialisée. » (R.-P. Droit, 2010 :158-159).

Par ailleurs, dans son premier livre de la *Politique*, Aristote avait déjà produit une réflexion éthique qui mettait en équilibre, les valeurs d'usage et d'échange de l'argent. Pour Aristote, la vie des humains reste telle que certaines personnes possèdent des biens en grande quantité et d'autres en quantité insuffisante, autant pour ce qui concerne les services. Il faut donc pratiquer naturellement l'échange dans la mesure exigée pour la satisfaction des besoins

de chaque personne. Ce que Aristote réproche dans cette logique, c'est l'aspect « chrématistique » qui consiste à chercher les sources et les méthodes d'échange destinées à procurer le maximum de profit. Nous soulignons dans ce qui précède qu'en matière d'échange, aucune des parties n'est d'emblée vouée à la subordination, car l'argent permet de s'acquérir les biens et les services, mais ne peut en aucun cas se substituer, en propre, à ces derniers. Apprenons dès lors à préserver la dignité dans notre être, comme dans les compétences que nous pouvons développer. Ainsi, l'argent gagné en contrepartie de nos échanges, ne pourra nullement nous avilir, il sera davantage perçu comme un moyen d'échange dont le pouvoir d'action et d'acquisition correspond aux justes capacités qui émanent de nous.

La rectitude, le courage, la justice, la sobriété ou encore l'intégrité physique ou morale, ne nous ont jamais été aussi précieux que dans l'adversité. C'est au moment où l'exposition à la corruption heurte la fidélité à nos principes de loyauté, ou encore quand la liberté et la sécurité d'un très grand nombre de personnes se rapporte à notre capacité singulière d'agir, malgré les difficultés et les risques de toute nature, que tant d'aspects vertueux nous paraissent incontestablement primordiaux. Compte tenu de l'imbrication des pouvoirs politique et financier, la vertu de la rectitude consiste dans la force de maintien en soi des convictions intimes. Elle évite de renoncer à ses principes dans les situations de danger, c'est-à-dire en temps de vertige entre moralité et immoralité. Que tous ceux qui incarnent une quelconque autorité publique au Gabon ne perdent plus jamais de vue, que la rectitude prend sa source dans le sens en soi de l'honneur. C'est quand on ne supporte pas que notre dignité humaine soit souillée par notre manière d'être et d'agir au sein d'une communauté, que notre personnalité ne soit pas discréditée dans la société où l'on vit, que l'on s'accroche à nos principes moraux, que l'on se bat à ne pas déchoir au risque de se décevoir.

« La rectitude nous donne le scrupule moral nécessaire, la loyauté à nos principes, l'incorruptibilité qui nous fait résister à la tentation du mal. C'est donc la vertu des grands jours, celle qu'on ne sort que pour des grandes occasions (...) Le sens ordinaire du devoir suffit à nous maintenir dans les bornes de la règle. Mais comme l'explicite encore Inazô Nitobe, « à partir du moment où le devoir devient pénible, la Raison droite entre en jeu pour nous empêcher de nous y dérober » (A. Bidar, 2016 :178-179).

En outre, parvenir à défendre ses convictions et rester fidèle à ses principes quand l'environnement sociopolitique en est hostile, cela relève du courage. L'héroïsme du courageux ne doit pas être aveugle, mais guidé plutôt par une conscience des vertus de son action. Le courageux est à distinguer de l'idiot et du téméraire, ainsi que du peureux ou du lâche. Contre les deux derniers, il a l'avantage de la lucidité et face aux deux autres, il se démarque par sa

force de caractère. La vertu du courage est liée à celle de la justice ou plutôt à l'indignation face à l'injustice. Dans le cas de notre présente analyse, le clientélisme politique ou le favoritisme endogroupe en milieu professionnel, ont souvent été perçus et dénoncés comme un danger pour l'unité et la solidarité de notre pays. Notre application de la justice devrait nous aider à nous rassembler dans nos valeurs communes, et notre courage nous amener à ne plus se dérober face à la responsabilité de dire et de faire ce que notre conscience morale nous dit être juste.

2.2. Les vertus éthiques au moyen du zététisme philosophique

La sympathie autant que l'empathie, ces sentiments respectifs d'identification, par affection pour autrui et pour ce qui affecte son semblable, n'auraient même pas suffi à rendre les autorités du PDG moins insensibles aux sollicitations de leurs concitoyens. Malgré la disposition naturelle desdits sentiments, les autorités de ce parti politique n'ont pas daigné imaginer qu'ils pouvaient eux-aussi se retrouver à la place des victimes de leurs humiliations. Les faits politiques de l'histoire du Gabon, peuvent certifier que les personnes ayant incarné le pouvoir « Bongo-PDG », dans leur majorité et à différentes échelles, ont à plusieurs occasions affiché leur manque de compassion vis-à-vis du peuple qui les accompagnait. Faute de vertus, l'interdépendance entre la morale et la politique, pour laquelle Rousseau prévient dans l'*Emile*, que quiconque essaie de disjoindre leur analyse, ne comprendrait rien à ces deux domaines de la vie humaine, semble avoir été méprisée par les concernés.

En effet, c'est dans l'effort de leur synthèse fragile que la morale et la politique constituent leur projet commun, dans une perspective de visée des idéaux de justice et d'égalité universellement convenables. La politique est indissociablement à l'œuvre dans ce qui, socialement saisit et traverse l'humain à même sa chair. On regrette ainsi dans le trait caractéristique des membres du PDG, un manque de compassion, cet émoi du cœur et élan du geste qui attestent pourtant, que par notre propre conscience développée, la souffrance des autres rapporte indifféremment le côté tragique de la condition humaine :

« ... dans chaque visage humain, à condition d'une sensibilité attentive : le regard de l'autre, son expression, quelque chose dans le pli de sa bouche, sa peau, ses traits ou ses rides, tout cela nous parle secrètement de ce que nous tous essentiellement, et de ce qu'ayant en partage, nous devons partager. » (A. Bidar, 2016 : 37).

L'absence de « sensibilité attentive » qui a dès lors fait du peuple gabonais, victimes des violences humiliantes du PDG, indique par ailleurs que la compassion se cultive autant que les autres vertus. Il s'agit d'apprendre à regarder par-delà les apparences pour percevoir derrière

elles, la même et unique fragilité qui sollicite chacun de nous chez tout être humain. Si les vertus paraissent davantage comme des actes de volonté, une émanation des décisions rationnelle qui va au-delà des sentiments, la volonté de se mettre à la place de l'autre qui est en souffrance, devient le témoignage d'une certaine capacité d'élévation de l'affect à la raison. Dans l'orientation de notre analyse, le processus d'élévation par la raison instruit aussi bien les instigateurs que les apathiques des violences humiliantes du PDG, à s'alimenter davantage de l'esprit critique.

Les philosophes ne le diront jamais assez, la dynamique de l'esprit critique est le signe de la capacité à penser par soi-même, c'est-à-dire la liberté à exercer sa lucidité, ce qui amène d'abord chacun à faire de temps en temps, sa propre autocritique afin de reconnaître ses forces et atouts ainsi que ses failles et faiblesses. En développant l'esprit critique, on se laisse moins impressionné par un pouvoir autoritaire ou par la prestance d'un quelconque interlocuteur, on prend le soin de réfléchir avant d'agir, on ne se laisse pas emporter ni par son admiration pour un tiers, ni par l'apparence de vérité d'un discours, mais on se défie des risques de la supercherie et des illusions. L'esprit critique considère le doute comme sa principale faculté, l'exploitation de celui-ci dans l'approche zététique nous semble appropriée au domaine des valeurs qui nous intéresse particulièrement.

« L'étude des valeurs se tient au point de jonction délicat du phénoménologique et de l'ontologique. Il faut parvenir à penser ensemble les conditions objectives et les conditions subjectives qui déterminent l'émergence des valeurs – la part physique ou matérielle des objets ou des actes, et la part d'activité et de passivité du récepteur. En effet, si le rapport à la valeur opère une appréciation et un jugement, il est sans doute également une constitution » (P. Limido, 2021 : 43).

En évidence, il y a complexité en matière d'étude des valeurs. Celle-ci tiendrait, entre autres raisons, à ce que les valeurs engagent inévitablement des comportements subjectifs, des appréciations et des jugements. Dans le domaine des valeurs, on ne peut que prendre en compte des dispositions intentionnelles, car notre rapport aux choses n'est jamais neutre, mais toujours filtré par des croyances, des savoirs, des cultures particulières, etc. Et c'est sous cet angle que le doute qui alimente l'esprit critique du zététisme philosophique, peut convenablement aider les Gabonais de la nouvelle ère, à se tenir vertueusement aux exigences de la raison, sans pourtant s'assouvir des errements de leurs prédécesseurs.

Le zététisme est l'application du doute à tous les phénomènes que nous croyons comprendre, mais il n'a pas vocation à faire de qui que ce soit, un justicier de la pensée critique. Le justicier de la pensée critique finit par interférer avec la liberté de pensée, puisqu'il est trop

convaincu de sa démarche dans la lutte contre les mauvaises manières de penser. C'est le syndrome de « ceux qui veulent avoir raison (...), triompher des crédules, plastronner la toute-puissance de leur intellect au nez et à la barbe des incultes et des imbéciles, cela pour des raisons qui leur appartiennent. Ce besoin d'affirmation de soi-même naît d'une souffrance personnelle. » (T. C. Durand, 2019 : 312). Pour l'auteur ce propos, on doit pouvoir se prémunir d'une telle attitude par l'autocritique permanente de nos faits et gestes, de même que par l'ouverture à la divergence d'opinion. Nous souhaitons vivement que le peuple gabonais adopte le principe d'humilité épistémique qui consiste à ne jamais prétendre savoir plus que ce que l'on sait vraiment. Il nous fait garder en mémoire que la contradiction a toujours quelque chose à nous apprendre. En s'imprégnant de la vertu du doute zététique, nous apprenons aisément :

« ... à reconnaître les situations dans lesquelles il serait souhaitable de se méfier de ses intuitions et de ses sentiments. Nous mesurons aussi à quel point nous sommes influencés par le contexte, par le langage, par mille petites choses qui le plus souvent nous échappent, et peuvent être orchestrées par ceux qui souhaitent nous manipuler. Nous prenons conscience, surtout, que le premier manipulateur dont nous sommes victimes, c'est nous-mêmes ? » (T. C. Durand, 2019 : 314-315).

Nous avons été nous-mêmes co-auteurs de la manipulation du pouvoir « Bongo-PDG » pendant plus d'un demi-siècle, ressaisissons-nous désormais avec la culture des vertus éthiques. Que la solidité de nos convictions ne vacille plus lorsqu'il s'agit de reconnaître et de promouvoir la valence : « *La valence constitue la teneur propre d'une valeur, ce qui donne justement sa valeur à la valeur (...), ce qui fait [qu'elle] se remarque ou se démarque comme valant, valide, valable (...), [qu'elle] a une conscience, une densité (...) et pas seulement une illusion.* » (R. Ingarden, 2021 : 24). La part décisive du fondement objectif des valeurs dans les propriétés de ce qui est valeureux, n'évince jamais le fondement subjectif, car, il n'y a de valeur que pour un sujet qui s'en fait le témoin.

Dans la constance de ce qui vient d'être dit, il nous convient de rappeler en fin de compte, que la vertu de la rectitude, comme toute autre vertu, désigne cette force qui agit ou qui peut agir. C'est la désignation de ce qu'un être ou chose a d'excellent, sa valeur particulière. Mais à la différence d'un bon couteau ou d'un meilleur poisson dont les vertus, dépendantes de leurs fonctions respectives, seront d'exceller à couper et à tuer, les vertus humaines ne se réduisent pas à leur seule dimension de force pour l'action ou de capacité d'être, elles exigent encore que l'action à opérer ou la manière de se tenir soit méditée par la raison. Les vertus propres à l'homme constituent la force spécifique, parce que raisonnée, qui lui permet d'affirmer l'excellence de ce qui le caractérise, d'affirmer son humanité dans un contexte

socioculturel donné. Les vertus humaines se traduisent donc par la manière d'être et d'agir humainement, c'est-à-dire par la capacité à bien agir du point de vue des valeurs requises. En cela, la zététique comme « art du doute », emprunte la démarche éthique qui appelle à la prudence et la lucidité dans les attitudes que nous adoptons face aux marchands d'illusions.

CONCLUSION

Réfléchir et savoir le faire, afin de paraître moins démunis face aux problèmes et épreuves dont la vie nous confronte, c'est en cela que consiste généralement l'approche philosophique et qui fait que, comme dans cet article, nous recourons une fois encore à son style d'analyse rationnellement critique. Nous sommes partis de la dissimulation comme mode de communication préféré au PDG, pour en dénoncer les formes de violence humiliante et de cynisme narquois expérimentées durant des décennies par une majorité de la population gabonaise. L'indignation, puis l'urgence de ladite population à pouvoir s'en remettre, nous a présentement conduit à proposer une réelle exploitation des vertus humaines, avec un esprit de discernement et de pleine conscience des actes assumables. La méthode zététique en philosophie, simplement perçue et considérée comme un moyen de réflexion et d'enquête critique, mieux, comme un outil d'examen clairvoyant sur les informations faussement vraies, y est pour cela proposée. Le but est de pouvoir disposer davantage chaque gabonais à une appropriation méthodique des vertus humaines. Car, le reflet de la confiance dans l'union des forces et le sens de l'abnégation dans les décisions impactant positivement le devenir du Gabon, sont indispensables dans la singularité des engagements patriotiques, pour que ce pays puisse véritablement connaître son essor vers la félicité.

De fait, devenu incontestablement le symbole même de l'abject à régurgiter, pour une large majorité de la population gabonaise et même africaine, le PDG avec son « émergence rétrograde », caractérisée par des vilénies désirs narcissiques d'autorité et de cupidité, peut désormais apprécier au mieux, les limites de la dissimulation aux violences humiliantes qu'il a lui-même promues. Méprisé et humilié par le fait que tout, ou presque, lui était dissimulé dans la gestion politique et économique des affaires de l'Etat, comme dans ce qui pouvait se rapporter à leur propre vie sociale et culturelle, le peuple gabonais a bien compris que le pouvoir autoritaire du PDG était loin de promouvoir les valeurs contemporaines de dignité et de respect. Les dirigeants du PDG ont volontiers laissé tomber l'altérité dans la disgrâce, ignorant que celle-ci n'a de sens en soi que par l'auto-construction valorisante de son effet, puisqu'elle fait reconnaître autrui comme le plus irremplaçable des êtres qui composent toute société humaine.

Pour ne pas apprendre que de nos erreurs, une attitude de réaction après coup qui fait courir le risque d'être enclin à ne mieux faire que rectifier son propre tir. Vouloir se redresser à partir de son propre point de chute, compter se corriger à partir de sa conception particulière de l'échec, peut faire que le Gabon parvienne au triomphe de ce qui n'est véritablement plus considéré comme tel par le reste du monde. La situation du Gabon PDG correspond à une situation de stupidité des règnes d'autrefois. Le décalage avec le temps du monde actuel reste tel que les populations vivant au Gabon ont besoin d'un travail profond de dépassement en soi, une révision singulièrement profonde de leurs valeurs culturelles et sociales traditionnelles. Il n'est pas question que Les Gabonais ne peuvent plus se contenter d'œuvrer à surmonter leurs échecs. Leurs aspirations perspectivistes doivent se traduire en forces nécessaires pour un développement bien plus audacieux. Laissons plutôt libre cours à nos possibilités de créer et donnons de l'entrain à nos capacités d'entreprendre.

Apprenons plutôt de l'action victorieuse de reconquête de dignité et de liberté, initiée par le CTRI, sous l'effervescence du peuple gabonais le 30 août 2023. Il revient à chacun de nous d'appréhender les mobiles ou les motifs apparents de cet acte victorieux pour se raffermir dans la lutte pour notre propre épanouissement. L'essor véritable du Gabon vers la félicité, dont l'impulsion vient d'en être redonné, s'inscrit dans nos capacités à pouvoir s'indigner sensiblement devant toutes formes de violences humiliantes. Cet essor admet que l'élan d'indignation puisse désormais se cultiver et s'appréhender comme un caractère patriotique sacré. La vigueur à développer dans diverses compétences et la lucidité à agir dans divers domaines, en référence aux valeurs convenables de notre environnement sociale et culturel, doivent demeurer des critères de triomphe sur l'arrogance et l'irrespect. Par-dessus tout, nous préconisons que la réappropriation des vertus humaines serve, plus que jamais au Gabon, de bouclier contre l'aigreur dont diverses malversations égoïstes sont issues.

Indication bibliographique

- BIDAR Abdenmour, 2016, *Quelles valeurs partager et transmettre aujourd'hui ?* Editions Albin Colin.
- DROIT Roger-Pol, 2010, « L'argent comme volonté et comme représentation », dans *Le banquier et le philosophe*, Plon.
- DURAND Thomas C., 2019, *Quand est-ce qu'on biaise ?*, Éditions HumenSciences.
- ENRIQUEZ Eugène, 2006, « L'autre comme objet de la violence humiliante », (pp. 35-48), in *Le sentiment d'humiliation*, dirigé par Yves Déloye et Claudine Haroche, Press Édition.
- HUGO Victor, 2017, *Les Misérables*, Édition présentée et annotée par Yves Gohin, Gallimard
- INGARDEN Roman, 2021, *Ce que nous ne savons pas des valeurs*, Editions Mimésis.
- LANG Patrick, 2009, *Qu'est-ce que l'argent*, Paris, Librairie Philosophique Jean Vrin.
- Lévinas Emmanuel, 1934, *Quelques réflexions sur la philosophie de l'hitlérisme*, Payot et Rivages, p. 20-21.
- LIMIDO Patricia, 2021, « L'énigme des valeur », dans *Ce que nous ne savons pas des valeurs* de INGARDEN Roman, Editions Mimésis.
- RENAUT Alain, 2004, *La fin de l'autorité*, Éditions Flammarion.
- SEIXAS Jacy, 2006, « Dissimulation et mensonge : les figures de l'humiliation en politique » in *Le sentiment d'humiliation*, dirigé par Yves Déloye et Claudine Haroche, Press Édition, pp.77-91.